

Que cette Chambre recommande au ministre de faire immédiatement une déclaration à ce sujet afin d'éclairer la population canadienne sur cette déplorable situation.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être proposée.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'INFLATION—LA PROBABILITÉ D'UNE RECRUESCENCE EN 1976—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX RESTRICTIONS VOLONTAIRES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Maintenant que les économistes ont eu le loisir d'examiner les perspectives économiques dans le contexte du budget du ministre, je me demande si le ministre partage l'inquiétude qu'ils ont exprimée à propos d'une recrudescence probable de l'inflation en 1976, et si tel est le cas, quand pouvons-nous espérer voir le gouvernement prendre des mesures significatives à cet égard? D'autre part, pourrait-il nous dire en quoi pourraient consister ces mesures?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai exprimé bien clairement cette inquiétude dans l'exposé budgétaire dont le chef de l'opposition connaît sans doute bien le contenu. Cela dépend dans une large mesure des prix de l'alimentation et des répercussions que pourraient avoir les hausses de salaires et des coûts de production sur la structure des prix dans notre pays.

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, comme le ministre a dit, le 9 mai je pense, que nous devons tous nous rendre à l'évidence que le temps presse, et comme nous nous trouvons devant la perspective d'une recrudescence de l'inflation en 1976, le ministre pourrait-il nous dire s'il se propose d'adopter encore une politique d'incitation à la modération, alors qu'il n'a pas choisi de le faire par le budget? A-t-il par exemple l'intention de chercher à nouveau un accord volontaire de restriction?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'ai dit le soir du budget, et par la suite à la presse, que j'attendrais d'avoir examiné la réaction des dirigeants des divers secteurs de l'économie, et que j'estimais que l'un des avantages du programme de recherche d'un consensus avait été d'intensifier encore davantage les communications entre le gouvernement et les dirigeants de l'économie et que j'avais l'intention de garder ouvertes ces voies de communication.

**M. Stanfield:** Peut-on en conclure autre chose que la seule politique qu'ait le gouvernement pour maintenir une

### Questions orales

certaine modération au sein de l'économie, c'est de tolérer un chômage élevé dont le premier ministre nous a dit qu'il durerait encore longtemps?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Ce n'est pas la conclusion que je demanderais à l'honorable représentant d'en tirer.

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je crois avoir été mal cité par le chef de l'opposition.

**Des voix:** Règlement!

**M. l'Orateur:** Je ne pourrai dire si le rappel au Règlement doit être reporté à 3 heures si je ne sais de quoi il s'agit.

**M. Trudeau:** Je crains que le chef de l'opposition ne m'ait cité incorrectement. Je suis sûr qu'il voudra apporter une correction si on lui en donne la chance. Si l'on veut bien me permettre de le faire, je signalerai l'erreur dès maintenant.

**M. Stanfield:** Je ne vois pas pourquoi je retirerais ce que j'ai dit vu l'attitude du premier ministre et surtout ce qu'il a dit l'autre jour en réponse à ma question.

**Des voix:** Bravo!

**M. l'Orateur:** J'ignore si d'autres questions porteront sur la citation. Sinon, peut-être devrait-on reporter le rappel au Règlement à 3 heures.

**M. Stanfield:** Au sujet du rappel au Règlement, monsieur l'Orateur, je ne . . .

**Des voix:** A 3 heures!

**M. l'Orateur:** De deux choses l'une: il y a ou il n'y a pas matière à rappel à Règlement, mais la même règle doit s'appliquer aux deux côtés de la Chambre.

#### LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA QUESTION DES RESTRICTIONS VOLONTAIRES

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. En réponse à la question de mon chef, il a déclaré que les entretiens en vue d'un consensus semblent devoir se poursuivre. Pourrait-il nous dire s'il prévoit être en mesure d'établir un programme de restriction volontaire, comme il en avait l'intention?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit dans mon exposé budgétaire, tout dépend de la façon dont les chefs des divers secteurs de l'économie réagiront au budget.

#### LES PRÉVISIONS MINISTÉRIELLES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Comme le ministre a déclaré à plusieurs reprises qu'il a toujours été franc avec les Canadiens et comme l'on prévoit des taux d'inflation élevés, le ministre serait-il assez franc pour nous dire à combien il estime le taux de croissance réel au Canada cette année, estimation qu'il a fournie dans ses budgets des quatre dernières années, mais non dans celui du 23 juin?